

Questions orales

L'hon. Brian Tobin (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, le parti d'en face est arrivé au Parlement en promettant de faire les choses différemment et selon de nouvelles normes.

Le député d'en face sait parfaitement que le haut fonctionnaire chargé d'assurer le respect des règles en matière de conflit d'intérêts a confirmé que toutes les règles avaient été respectées et que toutes les dispositions requises avaient été prises. Pourtant, le député persiste à vouloir nuire gratuitement à la réputation d'un de ses collègues en faisant des allégations inconsidérées. Il devrait avoir honte et présenter des excuses.

* * *

[Français]

LA SURPÊCHE

M. Yvan Bernier (Gaspé): Monsieur le Président, au retour du récent voyage du ministre des Affaires étrangères à Paris, l'on prétendait que jamais les relations n'avaient été aussi bonnes entre la France et le Canada. Or, à l'Assemblée nationale française, le ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, a déclaré que le projet de loi C-29 sur la lutte à la surpêche adopté par le Canada était une mesure inacceptable et qu'il entendait la contester en demandant l'appui des autres pays européens.

Comment la vice-première ministre peut-elle expliquer que la récente visite de son ministre des Affaires étrangères en France, se solde aujourd'hui par une contestation énergique et ouverte de la France sur les mesures proposées par le Canada en matière de surpêche?

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, ce que je trouve le plus étonnant c'est qu'il y ait un député canadien—toujours Canadien à ce que je sache—, en Chambre, qui est contre une politique adoptée unanimement par cette Chambre, justement pour essayer de prévenir la surpêche. S'il veut siéger à l'Assemblée nationale de la France, je l'invite à y aller. Mais ici au Canada on a une politique unanime en ce qui concerne le vol de nos ressources.

M. Yvan Bernier (Gaspé): Monsieur le Président, en complément, j'adresserai ma question au ministre des Pêches. Je pense qu'entre gens des pêches, on comprendra mieux le dossier. Il pourra aussi informer la vice-première ministre à ce sujet, puisque le Bloc québécois a fortement contribué à faire passer en deuxième et en troisième lecture ce projet de loi.

● (1430)

L'objet de ma question, monsieur le Président, qui s'adresse au ministre des Pêches et Océans, est comment le ministre entend-il maintenant persuadé les autorités françaises du bien-fondé des dispositions du projet de loi C-29, alors que la France estime que le projet de loi n'est pas conforme au droit international et au droit de la mer? Alors, le ministre des Pêches et Océans

peut-il expliquer maintenant comment le Canada va faire entendre raison à la France?

[Traduction]

L'hon. Brian Tobin (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de sa question.

J'ai reconnu dans le passé, à l'instar de tous les membres de mon parti, que c'était une motion unanime adoptée à la Chambre et appuyée par tous les partis dans cette enceinte qui avait permis d'adopter rapidement notre projet de loi sur la surpêche étrangère, et je le reconnais à nouveau aujourd'hui.

Je demande au député d'admettre que, lorsque des parlementaires canadiens vont en France, ils n'obtiennent pas toujours l'appui auquel ils s'attendraient pour leurs initiatives. C'est parfois le cas des ministériels, et même le chef de l'opposition a aussi cette déception, à l'occasion.

* * *

LES SONDAGES D'OPINION

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Hier, le gouvernement a publié un certain nombre de sondages d'opinion publique qui avaient été commandés par le gouvernement précédent. Le ministre a également promis un meilleur accès aux résultats des sondages effectués par son gouvernement à l'avenir.

Le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement fédéral effectue à l'heure actuelle des sondages portant précisément sur la question de l'unité nationale et est-il en mesure de nous préciser quel organisme ou ministère s'en charge?

L'hon. David Dingwall (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Monsieur le Président, pour répondre brièvement, je ne suis au courant d'aucun sondage à ce stade-ci.

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, le ministre n'est pas au courant. Je voudrais donc lui poser une question supplémentaire.

Vraisemblablement, le gouvernement effectuera des sondages de ce genre au cours de l'été et à l'automne. Le ministre peut-il nous garantir que leurs résultats seront rendus publics en temps opportun?

L'hon. David Dingwall (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Monsieur le Président, j'ignore si le Règlement me permet de répondre à une question hypothétique. Il s'agit là d'une supposition du chef du Parti réformiste à laquelle nous ne souscrivons pas.